



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement

**DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 40**

Installations classées pour la protection de l'environnement

-----  
Commune d'Aire-sur-la-Lys

-----  
Société Imprimerie Mordacq

**Arrêté du 24 FEV. 2026 portant mise en demeure**

-----  
Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 26 novembre 2007 modifié par l'arrêté du 20 mai 2021 autorisant la société Imprimerie Mordacq, dont le siège social est situé dans la zone industrielle du Petit Neufpré à Aire-sur-la-Lys (62120), à exploiter une imprimerie située à la même adresse ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu l'article 8.1.2 de l'arrêté du 20 mai 2021 qui dispose :

- « L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres, mesurée à partir du sol côté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. »

Vu l'article 8.5.1.2 de l'arrêté du 20 mai 2021 qui dispose :

- « En dehors des heures d'exploitation du site, une surveillance des installations par gardiennage est mise en place afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est transmise directement aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles. Les conditions du gardiennage sont définies par consigne. »

Vu l'article 8.6.6 de l'arrêté du 20 mai 2021 qui dispose :

- « Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et faire face aux éventuelles situations dégradées. Des exercices de lutte contre l'incendie (mise en œuvre du matériel, méthode d'intervention, organisation de la gestion de crise...) doivent être organisés une fois par an. »

Vu la visite de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France effectuée sur le site le 4 novembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France du 17 décembre 2025 suite à la visite du 4 novembre 2025 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure du 19 décembre 2025 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

- lors de la visite du 10 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :
  - la présence d'installations extérieures non clôturées,
  - l'absence de gardiennage en dehors des heures d'exploitation du site,
  - l'absence de formation du personnel à faire face aux situations dégradées.
- ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 8.1.2, 8.5.1.2 et 8.6.6 de l'arrêté du 20 mai 2021 susvisé ;

- face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Imprimerie Mordacq de respecter les prescriptions des articles 8.1.2, 8.5.1.2 et 8.6.6 de l'arrêté du 20 mai 2021 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

### **Arrête**

#### **Article 1er : Objet**

La société Imprimerie Mordacq, dont le siège social est situé dans la zone industrielle du Petit Neufpré à Aire-sur-la-Lys (62120) et qui exploite une imprimerie située à la même adresse, est mise en demeure en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de respecter les dispositions suivantes :

- l'article 8.1.2 de l'arrêté du 20 mai 2021 susvisé dans un délai de trois mois en installant une clôture permettant de limiter l'accès aux installations extérieures,
- l'article 8.5.1.2 de l'arrêté du 20 mai 2021 susvisé dans un délai de trois mois en mettant en place un gardiennage en dehors des heures d'exploitation du site permettant de transmettre l'alerte en cas de sinistre,
- l'article 8.6.6 de l'arrêté du 20 mai 2021 susvisé dans un délai de deux mois en formant le personnel à la manœuvre des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas de sinistre.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

#### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Saint-Omer et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Imprimerie Mordacq et dont une copie sera transmise à la mairie d'Aire-sur-la-Lys

À Arras

Pour le préfet,  
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- à la société Imprimerie Mordacq ;
- à la sous-préfète de Saint-Omer ;
- au maire d'Aire-sur-la-Lys ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD du Littoral.